Envoyé en préfecture le 05/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le
ID : 029-212901771-20240304-2024DCM017-DE

Commune de PLOUARZEL

RAPPORT POUR LE DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE

ANNÉE 2024

Envoyé en préfecture le 05/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le
ID : 029-212901771-20240304-2024DCM017-DE

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION 3
1ère PARTIE : CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET PRINCIPALES DISPOSITIONS DE LA LOI DE FINANCES 2024 4
2ème PARTIE : LA SITUATION DE LA COMMUNE AU 31/12/2023 6
3ème PARTIE : LES ORIENTATIONS 2023 DE LA COMMUNE DE PLOUARZEL 10
4ème PARTIE : L'ÉVOLUTION DES RESSOURCES ET DES CHARGES DE LA COMMUNE 11
5ème PARTIE : ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE, FISCALITÉ, ÉQUILIBRES FINANCIERS 13
Conclusion 14
Annexes : 14

PROJET

Envoyé en préfecture le 05/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le
ID : 029-212901771-20240304-2024DCM017-DE

INTRODUCTION

Dans les communes de plus de 3 500 habitants, un débat a lieu en Conseil Municipal sur les orientations générales du budget dans un délai de deux mois précédant le vote de celui-ci (article 12 de la Loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République).

Le débat d'orientation budgétaire (DOB) permet :

- de faire le point sur la situation financière du budget,
- d'exposer l'évolution prévisible des variables (concours extérieurs, obligations et normes réglementaires, investissements, fiscalité, service de la dette, ...),
- de resituer le budget à venir dans un contexte pluriannuel et de définir une stratégie financière cohérente avec la préservation de la solvabilité,
- de discuter des priorités du budget primitif.

Ce dossier va permettre, d'une part, de mesurer les conséquences des choix de gestion réalisés, mais également d'évaluer les capacités d'investissement de la Commune pour les années à venir. Ce débat d'orientation budgétaire concerne également les budgets annexes liés au budget principal.

À la crise sanitaire mondiale et à la crise environnementale s'est ainsi ajoutée une crise de l'énergie, avec des conséquences immédiates et concrètes pour les habitants et les entreprises du territoire. Les collectivités sont également touchées.
Ces changements profonds réinterrogent structurellement l'action publique : comment concilier les impératifs d'attractivité, de solidarité et de transition écologique avec ces nouvelles contraintes ?
La situation globalement saine des finances communales, avec un niveau d'endettement maitrisé doit permettre à la communauté d'engager les politiques nécessaires à son territoire.

Des enjeux à relever.
Face à la crise de l'énergie et à l'inflation, la commune se doit de s'adapter et faire des choix pour préparer un avenir à la fois durable et désirable. Le temps est certes à la sobriété. Il doit aussi s'inscrire dans une action en faveur du maintien des services publics et de l'investissement afin de répondre aux attentes des habitants et des acteurs économiques.

PROJET

Envoyé en préfecture le 05/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le
ID : 029-212901771-20240304-2024DCM017-DE

1ère PARTIE : CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET PRINCIPALES DISPOSITIONS DE LA LOI DE FINANCES 2024

La Loi de finances pour 2024 s'inscrit dans un environnement économique toujours complexe, marqué par la hausse des taux d'intérêt et des incertitudes géopolitiques majeures, qui résultent notamment de l'invasion russe en Ukraine mais aussi de tensions armées au moyen Orient.

Produit Intérieur Brut

En 2023, la croissance reste positive à 1%. En 2024, celle-ci serait de + 1,4 %, un rythme proche de la tendance de long terme de l'économie française, selon la Loi de Finances. Cette donne est cependant jugée optimiste par plusieurs économistes (0.8%).

	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Hypothèse évolution du PIB (en volume) PLF 2024 (et RESF 2024)	2,5%	1,0%	1,4%	1,7%	1,7%	1,8%

Taux d'inflation prévisionnel

Le gouvernement table sur une inflation de 4,8% hors tabac pour 2023, soit un niveau relativement proche de l'inflation définitive de 2022 (5,3%), puis il anticipe une inflation de 2,5% en 2024, soit une réduction de moitié, puis 2% en 2025 et 1,75% à compter de 2026.

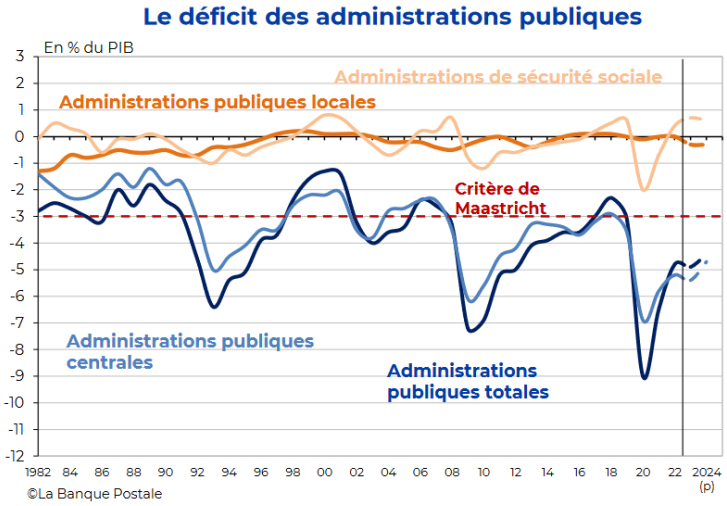
Cependant, l'indice des prix à la consommation harmonisé (ICPH) définitif de novembre (121.32) révèlerait finalement un taux sur un an de 3.9%, soit le taux appliqué à la revalorisation des bases du foncier bâti et de la THRS pour 2024.

Trajectoire du déficit public

Le projet de loi de finances pour 2024 prévoit une réduction du déficit public à 4,4% du PIB en 2024 (128 Md€). Le nouveau PLPFP 2023-2027 fixe un objectif de déficit public ramené à 2,7% à horizon 2027.

Pour ce faire, elle met en œuvre la fin progressive des dispositifs exceptionnels de soutien mis en place durant la crise énergétique.

Au travers de la LPFP, les collectivités sont conduites à participer au redressement des comptes publics.



Le projet de LPFP ne comporte pas de mesures individuelles contraignantes pour les collectivités. Il propose un objectif global de réduction des dépenses réelles de fonctionnement afin qu'elles restent inférieures de 0,5% par an rapport à l'inflation prévisionnelle.

Les principales dispositions de la Loi de finances 2023 impactant les collectivités :

La Loi de finances pour 2024 du 29 décembre 2023 est parue au journal officiel du 30 décembre 2023.

Les principales dispositions de la loi de finances impactant la Communauté de Communes du Pays d'Iroise sont :

• Revalorisation forfaitaire des valeurs locatives des locaux d'habitation de 3.9% en 2024

• 280 millions d'euros d'augmentation de la DGF (impact sur DSR - + 100 M€-, DSU - + 90 M€ - et plus 90 M€ sur la dotation d'intercommunalité). Il est à noter que 60 M€ proviennent d'une baisse de la

Envoyé en préfecture le 05/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le
ID : 029-212901771-20240304-2024DCM017-DE

compensation part salaires de la réforme de la TP. L'abondement net au niveau national est donc que de 220 M€. Cependant, ces évolutions n'auraient guère d'incidence pour la CCPI dont la dotation de base n'évolue plus qu'en fonction du nombre de ses habitants.

• Mise en œuvre d'un bouclier tarifaire électricité pour les collectivités et les EPCI ;

• Accroissement du fonds vert à hauteur de 2,5 milliards d'euros (+ 500 M€), qui doit venir soutenir les projets de transition écologique des collectivités locales. Ce fonds soutient notamment la performance environnementale des collectivités (rénovation des bâtiments publics...),

• Aménagement de la suppression de la CVAE : étalement sur 4 ans de la disparition de cet impôt, alors que la LFI pour 2023 prévoyait une disparition totale en 2024. Cela ne devrait pas avoir d'incidence pour les collectivités, la part de TVA revenant aux intercommunalités pour compenser la perte de la CVAE progressera au même rythme que la TVA nationale. Ainsi, le taux maximal d'imposition de la CVAE est abaissé à : 0,28 % en 2024, 0,19 % en 2025, 0,09 % en 2026, 0 % en 2027. Par ailleurs, le montant minimum de CVAE de 63 euros dû par les entreprises redevables est supprimé et remplacé par une franchise d'impôt de 63 euros en deçà de laquelle l'impôt n'est pas dû, et ce pour toutes les entreprises.

• Création d'une compensation des pertes de taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV) en zones tendues. Il s'agit de neutraliser les pertes subies par les collectivités concernées par un élargissement de la zone de perception de la TLV revenant désormais à l'État et remplaçant la THLV locale (2 600 communes sont concernées). La compensation s'élève à 24,7 me d'euros.

• Déliaison de taux de THRS et de TFPB : cet article permet une déliaison, conditionnée et partielle, du taux de THRS et de TFPB. La condition est que le taux de THRS, de la commune ou de l'intercommunalité soit inférieur à un plafond de 75% de la moyenne n-1 des taux communaux (ou intercommunaux) du département. Partielle dans la mesure où la capacité d'augmentation du taux est limitée à 5% de ce plafond pour les communes et les intercommunalités.

• La DSIL (570 M€ en AE et 549,4 M€ en CP) est reconduite au même niveau qu'en 2023, le financement accordé aux projets « caractère environnemental » passe de 25 % à 30 %

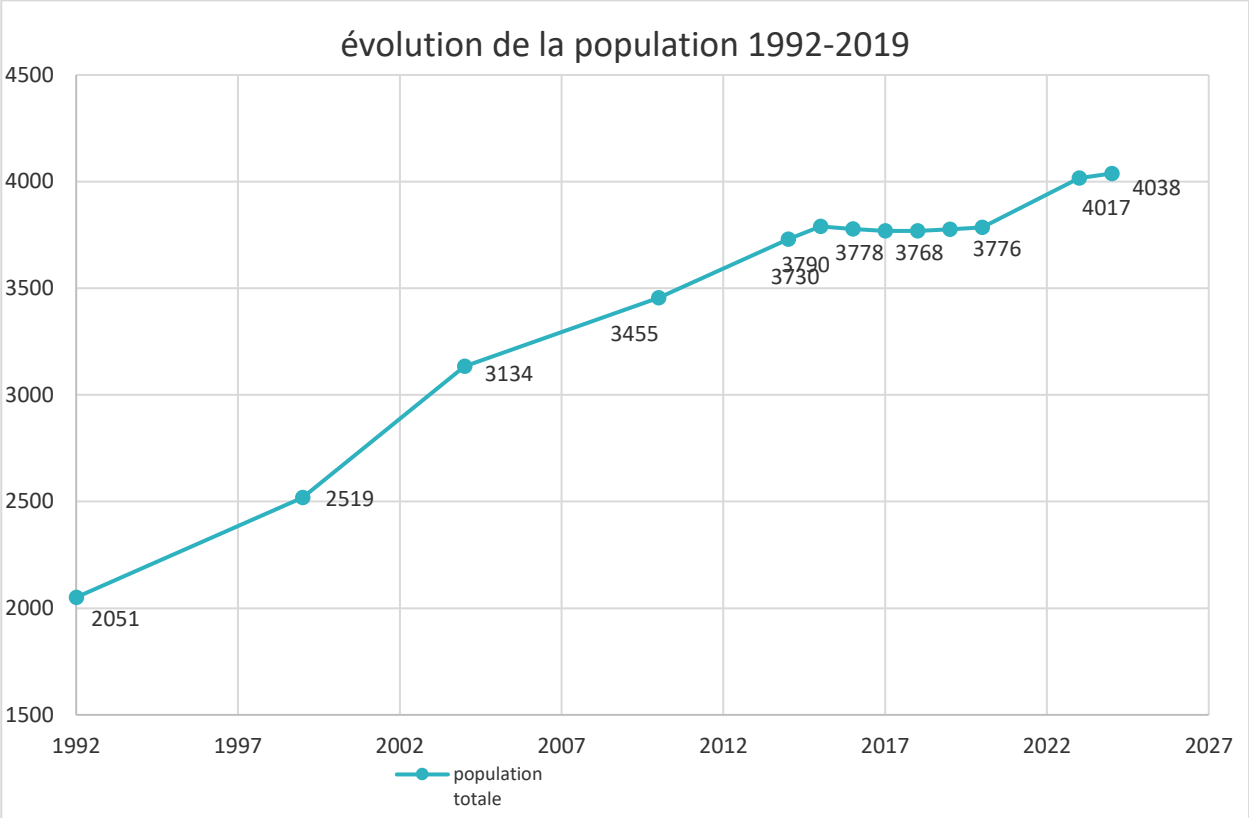
• La DETR (1,046 Md€ en AE et 915,7 M€ en CP). Le financement accordé aux projets « à caractère « environnemental » passe de 20 % à 30%

PROJET

Envoyé en préfecture le 05/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le
ID : 029-212901771-20240304-2024DCM017-DE

2ème PARTIE : LA SITUATION DE LA COMMUNE AU 31/12/2023

Évolution de la population



La capacité d'autofinancement a augmenté. L'épargne nette atteint ainsi plus 974 647€.

CHAINE DE L'EPARGNE				
	2020	2021	2022	2023
Produits de fonctionnement courant	3 789 426 €	4 020 980 €	4 274 488 €	4 831 835 €
Charges de fonctionnement courant	2 501 102 €	2 896 245 €	2 912 646 €	3 207 195 €
= EXCEDENT BRUT COURANT EBC	**1 288 324 €**	**1 124 735 €**	**1 361 842 €**	**1 624 640 €**
+ Solde exceptionnel large	-20 410 €	118 009 €	15 540 €	-742 €
= Produits exceptionnels larges	8 927 €	140 015 €	17 064 €	31 €
- Charges exceptionnelles larges	29 337 €	22 006 €	1 524 €	773 €
= EPARGNE DE GESTION EG	**1 267 914 €**	**1 242 744 €**	**1 377 382 €**	**1 623 898 €**
- Intérêts	166 022 €	145 377 €	130 230 €	141 800 €
= EPARGNE BRUTE EB	**1 101 892 €**	**1 097 367 €**	**1 247 152 €**	**1 482 098 €**
- Capital	579 294 €	561 653 €	465 141 €	507 451 €
= EPARGNE NETTE EN	**522 598 €**	**535 714 €**	**782 011 €**	**974 647 €**

Envoyé en préfecture le 05/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le
ID : 029-212901771-20240304-2024DCM017-DE

Les charges de fonctionnement

Les charges de fonctionnement ont augmenté en raison notamment de l'inflation et du coût de l'énergie. Le développement des services entraine également une augmentation des charges de personnel.

Charges de fonctionnement - Montant

€	2020	2021	2022	2023	2023/2022
Charges fct courant strictes	2 486 328	2 881 454	2 891 103	3 181 927	290 824
Charges à caractère général	855 602	1 076 703	1 015 012	1 119 625	**104 613**
Charges de personnel	1 123 664	1 246 637	1 322 920	1 454 052	**131 132**
Autres charges de gestion courante	507 062	558 114	553 171	608 250	**55 079**
Atténuations de produits	14 774	14 791	21 543	25 267	3 724
Charges de fonctionnement courant	**2 501 102**	**2 896 245**	**2 912 646**	**3 207 194**	**294 548**
Charges exceptionnelles larges	29 337	22 006	1 524	773	- 751
Charges de fct hors intérêts	**2 530 438**	**2 918 251**	**2 914 170**	**3 207 967**	**293 797**
Intérêts	166 022	145 377	130 230	141 801	11 571
Charges de fonctionnement	**2 696 461**	**3 063 628**	**3 044 400**	**3 349 768**	**305 368**
Capital	579 294	561 653	465 141	507 451	42 310

Les produits de fonctionnement

Les produits de fonctionnement continuent d'évoluer favorablement. La stabilité du montant des dotation est compensée par le dynamisme des bases d'imposition ainsi que celui des produits des services.

€	2020	2021	2022	2023	2023/2022
Produits fonctionnement courant stri	3 775 773	4 010 424	4 255 150	4 803 193	548 043
Impôts et taxes	2 249 900	2 367 842	2 516 167	2 802 563	**286 396**
Contributions Directes	2 054 512	2 181 574	2 298 520	2 502 662	204 142
Attribution FPIC	74 047	78 332	80 477	75 851	- 4 626
Taxe additionnelle DMTO	90 401	97 643	129 392	127 837	- 1 555
Solde impôts et taxes	30 940	10 293	7 778	96 213	88 435
Dotations et participations	990 634	1 017 507	1 041 473	1 067 164	**25 691**
DGF	781 658	811 160	838 401	868 533	30 132
FCTVA fct	4 225	4 184	7 873	4 987	- 2 886
Compensations fiscales	71 594	20 296	21 330	21 551	221
Solde participations diverses	7 179	2 283	2 293	0	- 2 293
Autres produits de fct courant	535 239	625 075	697 510	933 466	**235 956**
Produits des services	351 195	450 164	513 144	657 118	143 974
Travaux en régie (reclassés)	99 817	99 921	99 862	120 000	20 138
Produits de gestion	84 227	74 990	84 504	156 348	71 844
Atténuations de charges	13 653	10 556	19 338	28 642	9 304
Produits de fonctionnement courant	**3 789 426**	**4 020 980**	**4 274 488**	**4 831 835**	**557 347**
Produits exceptionnels larges	8 297	140 015	17 064	31	- 17 033
Produits financiers divers	13	12	14	31	17
Produits exceptionnels	8 284	140 003	17 050	0	- 17 050
Produits de fonctionnement	**3 797 723**	**4 160 995**	**4 291 552**	**4 831 866**	**540 314**

Envoyé en préfecture le 05/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le
ID : 029-212901771-20240304-2024DCM017-DE

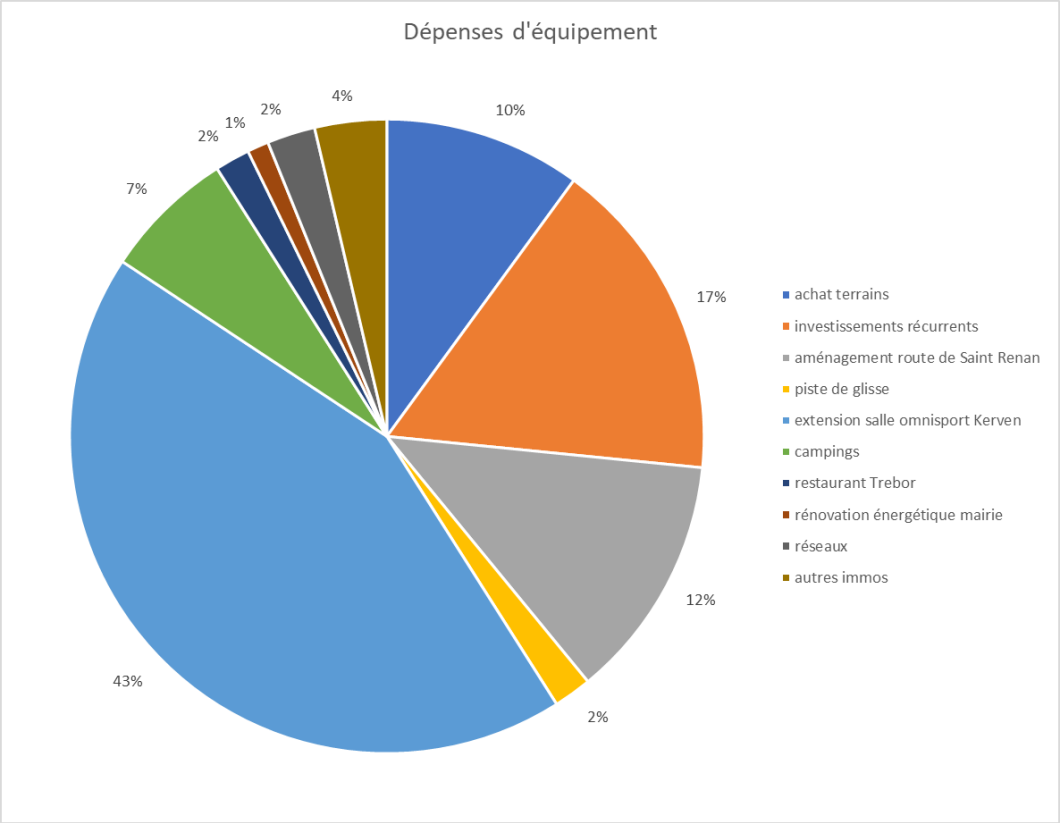
Les dépenses d'équipement

2023, a été marquée par :
- Une dynamique des recettes plus forte que l'augmentation des charges
- Des dépenses d'équipement qui augmentent par rapport à 2023 avec un taux de réalisation de 79,64%

€	2020	2021	2022	2023
Dépenses d'équipement	1 157 427	2 247 425	2 170 399	3 058 430
Dépenses directes d'équipement	1 157 427	2 247 425	2 170 399	2 986 319
Dépenses indirectes (FdC et S.E.)	0	0	0	72 111
Opérations pour compte de tiers (dép	0	0	0	0
AC Investissement	248 768	68 621	133 560	0
Dépenses fin. et diverses hors dette	0	0	0	0
Dépenses d'investissement hors dett	**1 406 195**	**2 316 046**	**2 303 959**	**3 058 430**

En 2023, les dépenses d'équipement de l'exercice représentent 2 938k€ TTC soit un taux de réalisation de 79,64 % de réalisation par rapport aux dépenses inscrites au budget 2023.

Investissements majeurs en 2023 :
- Achat de terrains : 295 K€
- Aménagement de la route de Saint Renan : 367K€
- Piste de glisse : 56K€
- Extension de la salle de Kerven : 1 272K€
- Campings : 197K€



En 2023, la commune a emprunté 700k€. L'annuité de la dette s'élève à 649K€ en 2022 (595 en 2022).

L'EBC d'un montant de 1 624 K€ permet de couvrir les annuités qui s'élèvent à 649K€.

Envoyé en préfecture le 05/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le
ID : 029-212901771-20240304-2024DCM017-DE

Le financement du programme d'investissement et l'endettement

Financement de l'investissement - Montants

€	2020	2021	2022	2023
Dép d'inv hors annuité en capital	**1 406 195**	**2 316 046**	**2 303 959**	**3 058 430**
Financement de l'investissement	**1 841 589**	**1 945 257**	**2 601 203**	**3 267 991**
EPARGNE NETTE	**521 968**	**535 714**	**782 011**	**977 230**
Ressources propres d'inv. (RPI)	508 146	712 804	634 575	1 048 291
FCTVA	270 711	168 706	198 034	319 131
Produits des cessions	76 580	363 361	237 853	541 860
Diverses RPI	160 855	180 737	198 688	187 300
Fonds affectés (amendes, ...)	0	9 069	0	10 000
Subventions yc DETR / DSIL	561 475	437 670	434 617	532 470
Emprunt	250 000	250 000	750 000	700 000
Variation du résultat global de clôtur	435 395	- 370 788	297 242	209 561

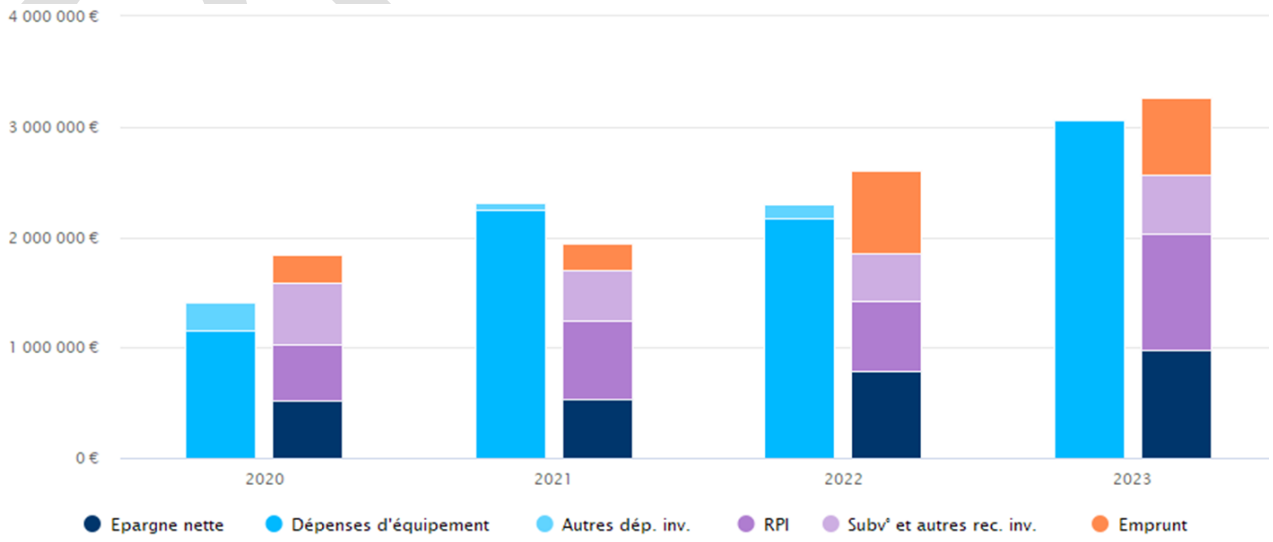
La vente des biens a permis un apport de trésorerie de **542 K€** :

- vente de délaissés de voirie : 1 640 €
- vente propriété non bâtie (anciennement Moullec) route Trézien : 10 000 €
- vente terrain place de la Forge : 20 340 €
- vente terrain ancien hangar communal : 60 000 €
- vente local dentaire – pôle santé 3 : 450 000 €

Les subventions perçues pour un montant de **542 K€** concernent (inscrit BP : 636 K€ soit 85,22%) :

- Etat : 10 000 € (amendes de police)
- DETR : 157 738 € (ext.SO Kerven + aménagt rte St-Renan)
- CCPI : 61 538 € (voirie communautaire + enfouissement réseaux)
- Département : 306 078 € (pistes cyclables + aménagt rte St-Renan + piste glisse univers. ext SO Kerven + plantations)
- Région : 7 117 € (logts sociaux rue des écoles)

Synthèse : Les 2 938 K€ de dépenses d'investissement ont été financés par 700 K€ d'emprunts (23,83%).



Envoyé en préfecture le 05/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le
ID : 029-212901771-20240304-2024DCM017-DE

Résultat global de clôture

€	2020	2021	2022	2023
= Résultat global de clôture	**555 503**	**184 716**	**481 959**	**691 518**

Encours de dette au 31/12

€	2020	2021	2022	2023
Encours brut	4 667 606	4 336 356	4 621 215	4 813 764
/ Epargne brute	1 101 262	1 097 367	1 247 152	1 484 681
= Encours corrigé / Epargne brute	**4,2**	**4,0**	**3,7**	**3,2**

3ème PARTIE : LES ORIENTATIONS 2024 DE LA COMMUNE DE PLOUARZEL

1) Favoriser le bien vivre à Plouarzel :

- Agir pour l'attractivité de la commune et un cadre de vie qualitatif
- Encourager l'installation de nouveaux habitants en favorisant le développement d'activités locales pour une dynamique territoriale valorisée
- Soutenir les associations, les écoles…
- Aménager le cadre de vie (voirie, effacement des réseaux)
- Soutenir la culture en poursuivant les études en vue de la construction d'une nouvelle médiathèque

2) Favoriser l'offre d'habitats en multipliant les opérations de renouvellement urbain pour faire face à la pression très forte de demandes de logements :

- Maison Petton : création de logements, commerce……
- L'école Saint Anges : habitats jeunes
- Encourager les projets privés …

3) Continuer à mettre en œuvre la transition énergétique et écologique :

- Isolation du complexe polyvalent
- Mise en place de panneaux photovoltaïques
- Continuer le travail sur l'économie d'énergie (bâtiments et rues) en optimisant le pilotage des installations
- Déminéraliser le bourg en multipliant la plantation d'arbres et d'arbustes

4) Maintien d'une bonne santé financière du budget :

- S'adapter à des pertes de ressources de l'État (FPIC, DSR Cible)
- Pour faire face à la disparition du FPIC, la commune de Plouarzel a instauré une majoration de 50 % de la part communale de la cotisation de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires
- Préserver la capacité à investir, ce qui passe par le maintien d'un bon niveau d'épargne
- Maintenir un niveau d'épargne nette qui permet de couvrir l'essentiel les dépenses récurrentes d'investissements

PROJET

Envoyé en préfecture le 05/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le
ID : 029-212901771-20240304-2024DCM017-DE

4ème PARTIE : L'ÉVOLUTION DES RESSOURCES ET DES CHARGES DE LA COMMUNE

Évolution des recettes de fonctionnement

Produits de fonctionnement - Montant

k€	2023	2024	2025	2026
Produits fonctionnement courant stri	4 803	4 747	4 847	4 823
Impôts et taxes	2 803	2 932	3 015	3 099
Contributions Directes	2 503	2 741	2 848	2 946
Attribution FPIC	76	68	53	38
Taxe additionnelle DMTO	128	95	91	93
Taxe terrains devenus constructib	76	10	10	10
Dotations et participations	1 067	959	951	840
DGF	869	870	861	751
FCTVA fct	5	8	8	8
Compensations fiscales	22	22	23	23
74718 Participation Etat - CNL / TA	33	43	43	43
Autres produits de fct courant	933	856	882	883
Produits des services	657	605	632	633
Travaux en régie	120	100	100	100
Produits de gestion	156	152	150	150
Atténuations de charges	29	13	30	30
Produits de fonctionnement courant	**4 832**	**4 760**	**4 877**	**4 854**
Produits exceptionnels larges	0	1	0	0
Produits de fonctionnement	**4 832**	**4 761**	**4 877**	**4 854**

Dotations

L'évolution du FPIC

Rapprochement du seuil d'inégibilité au FPIC amorcé depuis 2017 et les mouvements de fusion d'EPCI

Il existe 3 critères pour bénéficier du FPIC dont le revenu par habitant. Au regard de l'évolution des revenus/habitant sur le territoire, perte du FPIC dans les prochaines années.

Loi de finances 2023 : allongement à quatre ans de la garantie de sortie d'éligibilité au FPIC

L'évolution de la DGF

Stabilité de la DGF en 2024 puis baisse à compter de 2025.

Fiscalité

Revalorisation des bases en 2024 : +3,9% en 2024 (THRS, FB, FNB)

Vu la revalorisation importante des bases, il est proposé le **maintien des taux actuels** :

Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties : 43.52 %
Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties : 46.67 %

Taxe d'habitation sur les résidences secondaires

Le Décret n° 2023-822 du 25 août 2023 a modifié la liste des communes mentionnées au I de l'article 232, et pouvant instaurer une majoration de la taxe d'habitation due au titre des logements meublés non affectés à l'habitation principale (résidences secondaires notamment).

Envoyé en préfecture le 05/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le
ID : 029-212901771-20240304-2024DCM017-DE

La commune a décidé de majorer de 50 % la part communale de la cotisation de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale due au titre des logements meublés.

Évolution des dépenses de fonctionnement

Évolution des dépenses

L'année 2024 devrait encore être marquée par une certaine inflation (2.6% selon la loi de Finances). Cela étant, certains postes comme le carburant et l'électricité devraient connaître une baisse.

Plusieurs évolutions sont prévues et/ou projetées sur 2024 concernant les charges de personnel. Des revalorisations de la rémunération des agents publics sont prévues avec notamment l'attribution de 5 points d'indice à tous les agents publics à compter du 1er janvier 2024.
Par ailleurs, la revalorisation du SMIC et du plafond de la sécurité sociale comme l'augmentation de la cotisation à la CNRACL auront aussi des impacts à la hausse sur la masse salariale.

Charges de fonctionnement - Montant

k€	2023	2024	2025	2026
Charges fct courant strictes	3 182	3 589	3 588	3 702
Charges à caractère général	1 120	1 343	1 293	1 325
Charges de personnel	1 454	1 603	1 625	1 674
Autres charges de gestion courante	608	644	669	703
Atténuations de produits	25	30	26	26
Attribution Compensation versée	16	16	16	16
Charges de fonctionnement courant	**3 207**	**3 619**	**3 613**	**3 728**
Charges exceptionnelles larges	1	5	10	10
Charges de fct hors intérêts	**3 208**	**3 624**	**3 623**	**3 737**
Intérêts	142	138	146	157
Charges de fonctionnement	**3 350**	**3 762**	**3 768**	**3 894**

PROJET

Envoyé en préfecture le 05/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le
ID : 029-212901771-20240304-2024DCM017-DE

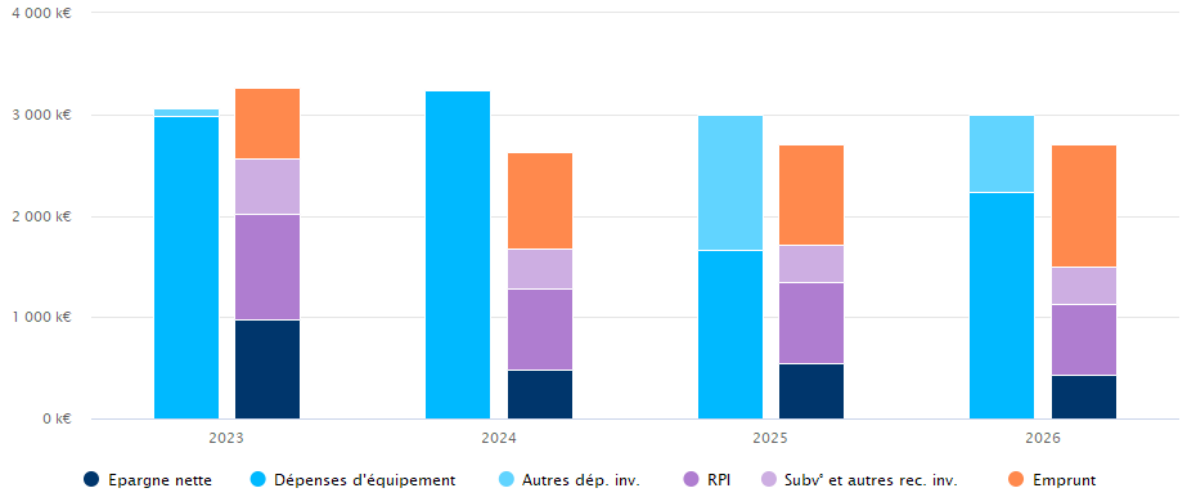
5ème PARTIE : ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE, FISCALITÉ, ÉQUILIBRES FINANCIERS

Chaîne de l'épargne

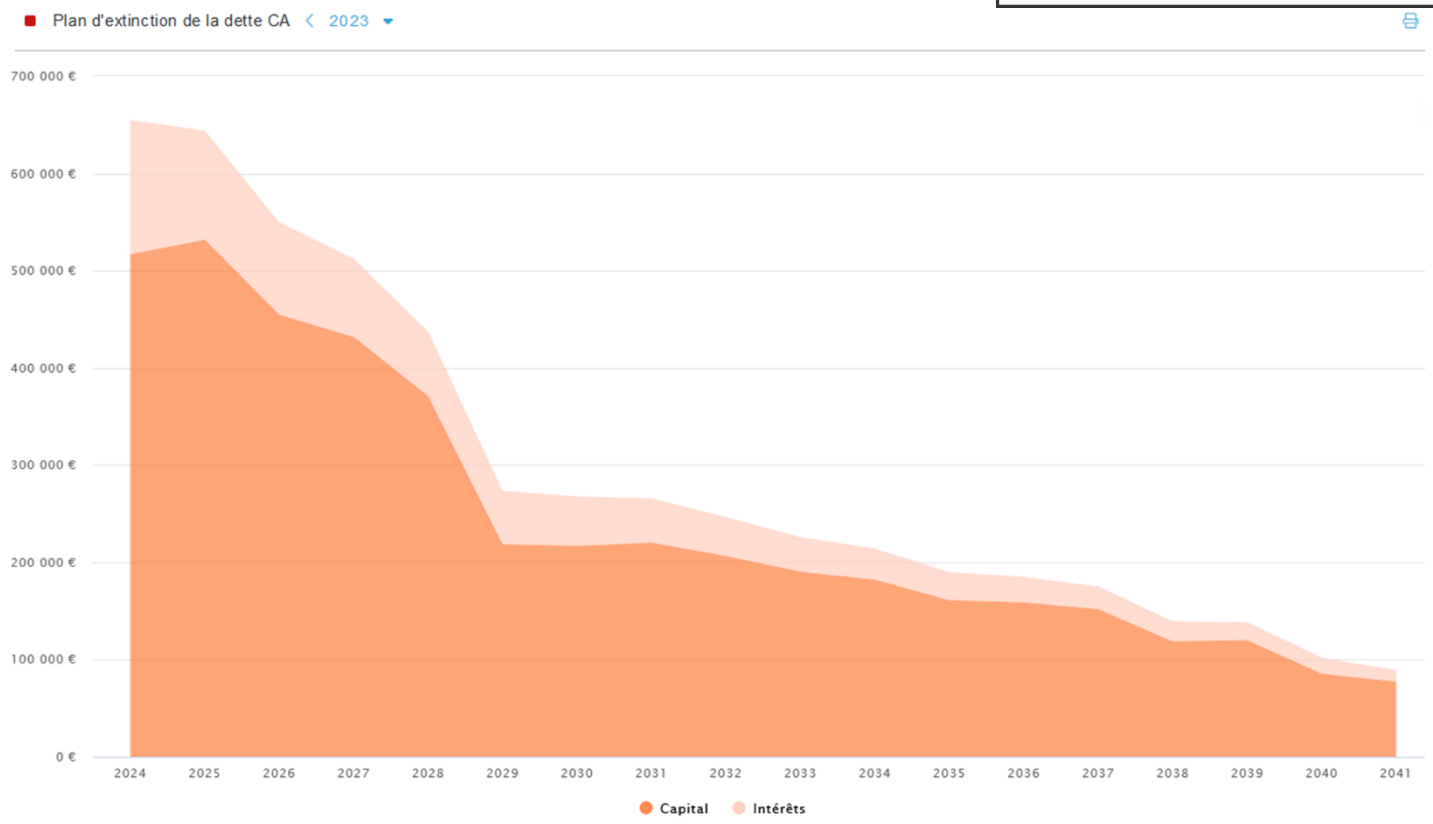
k€	2023	2024	2025	2026
Produits de fonctionnement courant	4 832	4 760	4 877	4 854
- Charges de fonctionnement courant	3 207	3 619	3 613	3 728
= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)	**1 625**	**1 141**	**1 264**	**1 126**
+ Solde exceptionnel large	**- 1**	**- 4**	**- 10**	**- 10**
= Produits exceptionnels larges*	0	1	0	0
- Charges exceptionnelles larges	1	5	10	10
= EPARGNE DE GESTION (EG)	**1 624**	**1 137**	**1 255**	**1 116**
- Intérêts	142	138	146	157
= EPARGNE BRUTE (EB)	**1 482**	**999**	**1 109**	**960**
- Capital	507	517	565	526
= EPARGNE NETTE (EN)	**975**	**482**	**544**	**433**

** y compris financiers hors intérêts (produits et charges) et provisions réelles (dotations et repr*

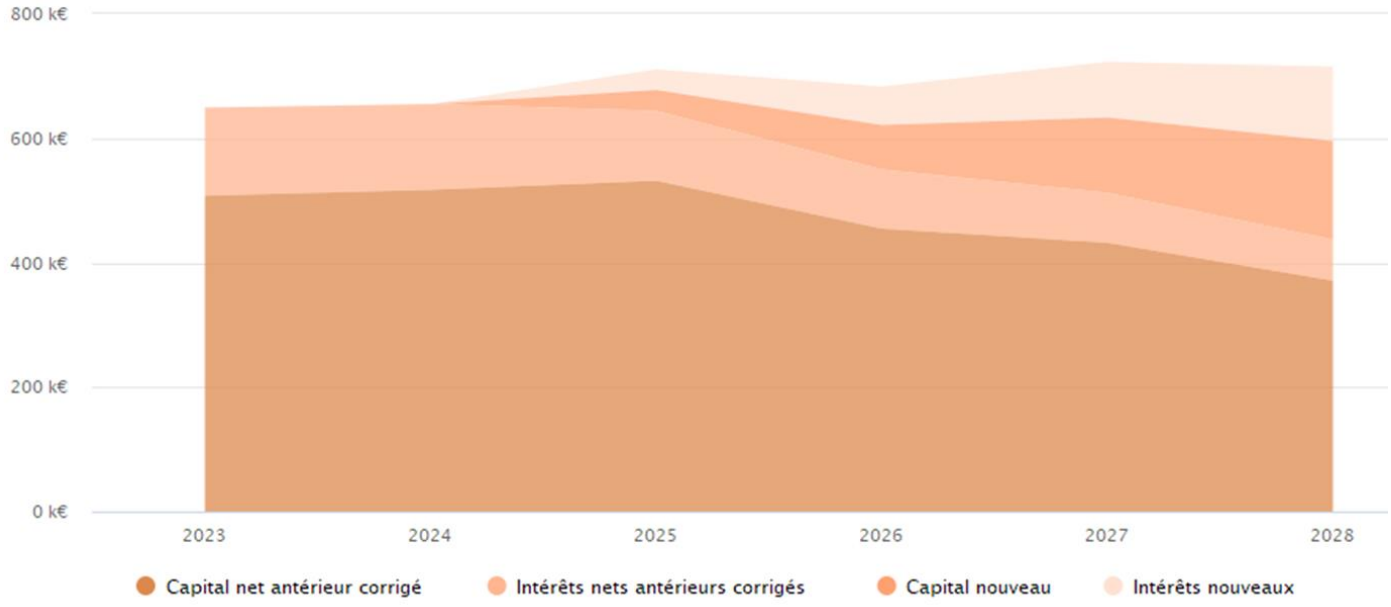
Financement de l'investissement



Envoyé en préfecture le 05/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le
ID : 029-212901771-20240304-2024DCM017-DE



Annuité de la dette



Le programme d'investissement projeté suppose un recours à l'emprunt régulier, cependant l'encours reste relativement stable.

Conclusion

Les orientations budgétaires 2024 s'inscrivent dans le droit fil du programme des années précédentes.

Ces orientations visent à préserver et conforter l'attractivité de la commune de Plouarzel par une politique d'investissement ambitieuse et maîtrisée avec l'objectif de développer la qualité de vie. Ce rapport traduit aussi l'inscription de la commune dans les transitions pour adapter le territoire au changement climatique : sobriété et production énergétiques. La bonne santé financière du budget principal permet une capacité d'investissement en maîtrisant l'endettement.

Envoyé en préfecture le 05/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le
ID : 029-212901771-20240304-2024DCM017-DE

Annexes :

Annexe 1 : principaux projets d'investissement

	2024	2025	2026	TOTAL
programmes récurrents	752 001 €	790 000 €	690 000 €	2 232 001 €
voirie	257 700 €	200 000 €	200 000 €	
réseaux	200 000 €	300 000 €	200 000 €	
bâtiments	230 000 €	200 000 €	200 000 €	
mobilier	8 000 €	50 000 €	50 000 €	
matériel informatique	20 000 €	10 000 €	10 000 €	
matériel et véhicules	14 301 €	20 000 €	20 000 €	
plantations	12 000 €	10 000 €	10 000 €	
autre matériel	10 000 €			
opérations structurantes	2 483 800,00 €	870 000,00 €	1 550 000,00 €	4 818 800,00 €
opération n°1 : extension du complexe de Kerven et abords	136 000,00 €	- €	- €	136 000,00 €
opération n°2 : renouvellement urbain - place des halles (maison Petton)	776 800,00 €	- €	- €	776 800,00 €
opération n° 3 : rénovation énergétique complexe polyvalent	431 000,00 €	300 000,00 €	- €	731 000,00 €
opération n°4 : médiathèque	40 000,00 €	570 000,00 €	1 550 000,00 €	2 160 000,00 €
opération n°5 : locaux professionnels	698 000,00 €	- €	- €	698 000,00 €
opération n° 6 : camping	140 000,00 €	- €		140 000,00 €
opération n°7 - grosses opérations de voirie / aménagement parking	177 000,00 €	- €	- €	177 000,00 €
WC public	45 000,00 €			
jeux zone de loisirs	34 000,00 €			
réhabilitation ancien boulodrome (RAR)	6 000,00 €			
TOTAL	3 235 801,00 €	1 660 000,00 €	2 240 000,00 €	7 050 801,00 €

L'étalement des dépenses dans le temps doivent permettre de contrôler le recours à l'emprunt afin de limiter le coût des annuités pour les années à venir.

PROJET

Envoyé en préfecture le 05/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le
ID : 029-212901771-20240304-2024DCM017-DE

Annexe 2 : effectif s au 1er janvier 2024

Filières	femmes	hommes	total
administrative	9	1	10
catégorie A			
attaché	*1*		*1*
Catégorie B			
rédacteur principal 1ère classe	*2*		*2*
catégorie C			
adjoint administratif territorial	*2*		*2*
adjoint administratif territorial principal de 1ère classe		*1*	*1*
adjoint administratif territorial principal de 2ème classe	*3*		*3*
contractuel	*1*		*1*
technique	17	9	26
catégorie B			
technicien principal de 1ère classe		*1*	*1*
catégorie C			
adjoint technique territorial	*6*	*4*	*10*
adjoint technique territorial principal de 1ère classe	*4*	*2*	*6*
adjoint technique territorial principal de 2ème classe	*1*		*1*
agent de maitrise principal	*3*	*1*	*4*
contractuel	*3*	*1*	*4*
médico-sociale	1	0	1
catégorie A			
puéricultrice hors classe	*1*		*1*
culturelle	2	0	2
catégorie C			
adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	*2*		*2*
TOTAL	**29**	**10**	**39**

	2020	2021	2022	2023	2023/2022
Charges de personnel dont :	1 123 664	1 246 637	1 322 920	1 454 052	131 132
64111 Personnel titulaire	575 336	610 071	646 752	706 347	59 595
64131 Personnel non titulaire	34 973	59 670	67 587	82 049	14 462
64168 CAE	0	0	0	0	0
6218 Personnel extérieur eu service	43 980	49 615	29 866	43 426	13 560
Atténuations de charges dont :	13 654	10 556	20 710	28 642	7 932
6419 Remboursement sur rémunération	8 684	7 173	25 697	28 642	2 945
64191 Remboursement CAE	0	0	0	0	0
Dépenses Nettes	1 110 011	1 236 081	1 302 210	1 425 410	123 200

PROJET